

## Pas de véritable liberté sans égalité

*« Mon objectif était seulement de montrer qu'une société libre et égalitaire à la fois et qu'un nouveau socialisme qui répondrait à ses principales exigences n'étaient pas pure rêverie, mais pouvaient prétendre au titre de « possibilité réelle ».*

*Telle était la conclusion de l'exposé de T. Andréani (1), au congrès de l'ICEM (Valbonne, août 96), dont nous ne pouvons malheureusement, faute de place, publier dans ces colonnes qu'un extrait.*

Je voudrais d'abord proposer quelques arguments en faveur d'une société à la fois libre et égalitaire, dans l'idée que liberté et égalité se conditionnent mutuellement. Cette idée, je le présume, paraîtra naturelle aux militants du Mouvement Freinet. Elle va pourtant totalement à contre-courant de l'idéologie dominante – une idéologie tellement dominante aujourd'hui que beaucoup l'ont nommée pensée unique. Selon celle-ci, entre liberté et égalité il faut choisir. Et les trois raisons principales qui sont avancées sont que l'égalité entraîne l'uniformité, voire le nivellement par le bas, qu'elle implique la contrainte, une contrainte qui peut aboutir au totalitarisme, enfin qu'elle est source d'inefficacité et se retourne ainsi contre elle-même. Bien entendu, on admet l'égalité des droits (des droits politiques et de certains droits civiques), mais on refuse au nom de ces arguments toute égalité des conditions sociales, et même tout mouvement d'égalisation.

Ce discours n'est pas nouveau : c'est depuis au moins deux siècles le discours libéral, auquel s'est opposé le discours socialiste, comme revendication de l'égalité sociale. Mais il s'est radicalisé, pour des raisons qu'il serait trop long de détailler ici, et

dont je dirai seulement qu'elles s'appuient sur trois grands phénomènes historiques : l'approfondissement de la marchandisation et la mondialisation de l'économie capitaliste ; les lenteurs et les lourdeurs de l'État providence ; l'écroulement du socialisme de type soviétique. Je voudrais ici faire une critique rapide de ce discours, qui ne fasse pas cependant bon marché (c'est le cas de le dire) de certains de ses points forts.

En tant qu'éthique de la liberté et de l'individualité, la pensée néolibérale serait plutôt sympathique si elle n'entraînait rapidement en contradiction avec elle-même ou ne se montrait incapable de tenir ses promesses.

Une liberté sans moyens pour se réaliser, une liberté essentiellement négative (souffrir le moins de contraintes possibles) et non point positive, se nie elle-même, au moins pour le plus grand nombre. Cette critique est classique, et conduit certains penseurs libéraux à admettre une dose d'aide sociale, pour réaliser une certaine égalité des chances. En somme il faudrait substituer à la notion d'égalité celle d'équité, qui consisterait à séparer les justes inégalités de celles qui ne le sont pas. C'est par exemple la clé de voûte philosophique du rapport Minc, qui fut commandé à cet énarque prolifique et médiatique par le gouvernement Balladur et qui fut contresigné par un large éventail de personnalités, dont certaines réputées de gauche comme Alain Touraine ou Pierre Rosanvallon.

Mais il faut aller un peu plus loin. Il n'est pas difficile de montrer que certaines contraintes étatiques (ne citons que l'instruction publique et obligatoire, ou la sécurité sociale) ont manifestement joué dans le sens de la liberté positive. Il faut se souvenir d'ailleurs que pour les libéraux classiques le règlement devait intervenir chaque fois que le système de la liberté individuelle ne favorisait pas le bonheur individuel et par suite la maximisation du bonheur collectif. Ce raisonnement peut être poussé assez loin (concernant par exemple l'accès à l'emploi, à la citoyenneté dans l'entreprise, à l'information, etc.), mais je m'abstiendrai de le développer.

Un point essentiel est de montrer que l'égalité n'est pas synonyme d'uniformité, mais que, bien au contraire, seule une certaine égalité permet aux différences individuelles de s'épanouir – pour le profit de l'individu, mais aussi de la collectivité. L'anthropologie libérale, faisant l'impasse notamment sur les leçons de la psychologie individuelle et de la psychologie sociale, oublie tout simplement **qu'un individu ne peut forger sa personnalité et sa différence qu'en s'identifiant et en se comparant aux autres. Plus est ouvert pour lui le champ de possibles, plus il peut se singulariser et trouver sa propre voie.** Au contraire, le système des inégalités sociales enferme les individus dans des cloisonnements et les conduit à ne s'identifier et à ne se comparer qu'avec leurs semblables. Ceci est vrai également pour les dominants et les privilégiés,

qui disposent pourtant du plus grand nombre de ressources matérielles et symboliques : ils se confinent dans leur caste, se coupent des autres catégories sociales et de leurs cultures, s'épuisent à maintenir leur rang et à rivaliser entre eux, deviennent les « fonctionnaires » de leur fonction et les stéréotypes de leur statut. On retrouvera ici ce que disait Marx et les objectifs qu'il proposait : sortir de l'individualisme bourgeois, du comportement étriqué, « utilitariste », du petit-bourgeois, nouer des relations sociales, dépasser l'appartenance de classe, réduire la division du travail, etc. J'ai été très heureux de constater que ces idées étaient au centre des analyses du Mouvement Freinet, qui les a confirmées du sceau de sa pratique pédagogique. Les textes montrent admirablement pourquoi l'égalité des chances est une mystification dans une société foncièrement égalitaire, comment la normalisation prétendument égalitaire est faite pour sélectionner et hiérarchiser, et que **la véritable égalité passe par le respect des différences entre les enfants et de leurs cultures d'origine.**

Mais, objecte-t-on, vous oubliez ainsi d'autres traits de la nature humaine, disons – pour aller vite – la rivalité pour les biens et la rivalité pour la reconnaissance, la soif de l'or et la soif de prestige. Admettons que ce soit là des passions humaines (je pense, quant à moi, qu'elles trouvent leur source dans une pulsion d'égalité à jamais inassouvie, et qu'elles sont décuplées par la société capitaliste). Ici encore on pourrait répondre que l'égalité sociale est seule susceptible d'empêcher ces passions de dégénérer.

Mais le discours néo-libéral a une seconde ligne d'argumentation : il faudrait précisément se servir de

ces « intérêts » égoïstes pour dynamiser les individus et pour faire progresser la société. Tel est, depuis Adam Smith, le ressort qui ferait fonctionner la main invisible du marché. Et, de là, on passe à la justification du capitalisme. Il faut prendre les arguments avancés au sérieux, si l'on veut qu'une société alternative – socialiste sans doute – soit au moins aussi efficace. Quels sont ces arguments ?

– **L'argument sur le désir de revenus plus élevés pour stimuler la consommation.** Il ne vaut rien en l'occurrence, car justement dans la société capitaliste la grande majorité n'a que de médiocres perspectives de gain. On ne retiendra pas l'idée absurde, quoique ancienne (on la trouve dans la fameuse fable des abeilles de Mandeville) selon laquelle la consommation des riches crée du travail pour les pauvres. Depuis Keynes en tout cas, on sait que c'est le meilleur moyen pour faire baisser la demande effective (et on peut le vérifier particulièrement aujourd'hui). On s'aperçoit également qu'une échelle resserrée des revenus (comme en Suède ou en Australie, ou même en Corée du Sud) n'a nullement découragé les gens de travailler et d'épargner.

– **L'argument sur les bienfaits de la concurrence.** Il est important, pas seulement parce qu'elle offre quand même des perspectives de revenu qui stimulent les individus, mais encore parce qu'elle leur permet de mesurer la validité sociale de leurs efforts. On a bien vu à quel point l'absence de concurrence marchande a pesé sur l'efficacité, et en particulier sur la capacité de modernisation du système soviétique. Mais ce n'est pas nécessairement un argument en faveur du capitalisme. Et il ne faut pas oublier les terribles revers de la concurrence, y compris sur le plan de l'efficience

(elle bloque toutes sortes de possibilités de coopération).

– **L'argument sur le désir d'épargner et de disposer d'un patrimoine...** moyen de conjurer la mort peut-être. Il ne faut pas le sous-estimer, et je dirai que les gens de gauche ont eu une aversion quelque peu suspecte pour l'enrichissement (avec un formidable retour du refoulé lorsqu'ils se sont occasionnellement retrouvés aux commandes). Mais ici encore le système capitaliste est le plus mal placé pour répondre à une telle aspiration. Il ne donne qu'à ceux qui ont déjà (si l'on en veut une preuve supplémentaire, on la trouvera dans le dernier rapport du programme des Nations Unies pour le développement, dont j'extrais cette phrase : « le patrimoine de 358 milliardaires dépasse les revenus cumulés de 45 % de la population mondiale »). Les autres sont découragés.

– **L'argument sur la liberté d'entreprendre,** c'est-à-dire de faire et de réussir quelque chose, **sans se heurter à toutes sortes d'obstacles institutionnels** (le mot et la chose sont bien familiers au Mouvement Freinet). Soit. Mais cette liberté est très largement confisquée en système capitaliste. Et il ne suffit pas de dire qu'elle l'était encore plus dans le système soviétique pour en déduire que le capitalisme est le meilleur système à cet égard.

– **L'argument sur l'importance économique de la prise de risques.** Argument important, car dans un monde d'incertitude (et l'accroissement de notre pouvoir de prévision va moins vite que la complexité des sociétés modernes), il faut effectivement prendre des risques. Mais ici encore cette fonction est très mal remplie en système capitaliste. Peu nombreux sont ceux qui ont les moyens de prendre des risques. Et ils le font généralement à très court

terme, le long terme représentant, dans un système de concurrence sans limite, un risque majeur auquel ils répugnent. Les banques elles-mêmes ne prêtent, on le sait bien, qu'à ceux qui ont ou qu'elles croient avoir du répondeur.

– **L'argument en faveur d'une certaine forme de hiérarchie et de la dissociation entre la propriété et le travail**, c'est-à-dire l'argument en faveur du capitalisme en tant que tel. Il est tourné contre la démocratie d'entreprise. Si les travailleurs élisent le chef d'atelier, dit-on, ils lui retirent de l'autorité et la rémunération qui le motive. S'ils élisent leurs dirigeants, ceux-ci ne pourront prendre les décisions de gestion qui s'imposent : restructurations et licenciements en particulier. Les capitalistes, eux, n'ont pas d'état d'âme : ils maximisent le profit, quelles qu'en soient les conséquences. Et les capitalistes financiers applaudissent. Quand ATT annonce le licenciement de 40 000 personnes, l'action ATT fait un bond en avant, et tout le DOW JONES avec (nous venons de constater le même phénomène avec l'action MOULINEX). Quand les chiffres du chômage montent aux États-Unis, le même indice s'envole. La perversion du système saute ici aux yeux. Mais nous ne devons pas pour autant rejeter toute l'argumentation d'un revers de main. Il se pourrait bien que la démocratie d'entreprise comporte des inconvénients et quelques dangers, et divers travaux ont montré que des entreprises démocratiques (je pense surtout aux coopératives) présentent une tendance à sous-investir et à ne pas innover pour des raisons sur lesquelles je ne peux m'étendre ici.

Je voudrais tirer quelques conclusions de cette rapide démonstration. Une société à la fois libre et

égalitaire est éminemment souhaitable, y compris pour des raisons d'efficacité. Mais cette efficacité même impose quelques conditions nécessaires pour faire face au défi qui lui est lancé par la société capitaliste. Elle devra faire une assez large place aux rapports marchands pour ce qui concerne la production des biens privés (je m'attacherai ici peu à la question des biens sociaux et des services publics chargés de les produire). Elle devra laisser jouer la concurrence, tout en la contrebalançant par des mécanismes coopératifs. Elle devra permettre un intéressement des travailleurs aux résultats pour qu'ils voient leurs efforts sanctionnés et récompensés. Elle devra favoriser la liberté d'entreprendre, et ceci à tous les niveaux de l'organisation sociale. Elle devra disposer de bons mécanismes d'épargne (l'épargne forcée n'étant pas forcément la meilleure ou la seule solution) et de prise de risques. Elle devra prendre garde aux défauts de la démocratie d'entreprise, en évitant notamment les lourdeurs, les lenteurs, la passivité, l'esprit de routine, et en parant au risque de sous-investissement. Avons-nous les moyens aujourd'hui de concevoir une telle économie ?

.../...

Venons-en au fait, dans le court espace qui m'est imparti. Je vais proposer les principes directeurs d'un modèle possible de société socialiste à la fois plus libre et plus égalitaire, étant bien entendu qu'il en existe bien d'autres, tous partageant néanmoins un certain nombre de points communs, ce qui est encourageant :

- la démocratie de bas en haut, ce qui implique **un engagement en faveur de l'autogestion** ;
- une planification incitative, correspondant seulement aux **grands choix sociaux** et laissant une large

place aux **choix individuels** et une grande autonomie aux travailleurs associés, qui peuvent ainsi « voir le bout de leurs actes ». C'est pourquoi ce socialisme pourrait s'appeler associatif ;

- une finalité économique pour les entreprises consistant dans la maximisation des revenus du travail, ce qui met **le capital au service du travail, et non l'inverse** ;
- des rapports marchands limités, régulés, et contrebalancés par **des rapports de coopération** ;
- la promotion de biens sociaux afin de **renforcer la citoyenneté**.

.../...

*Tony Andréani*

(1) Tony Andréani, professeur de Sciences politiques à l'université de Paris 8.

Auteur de :

*Discours sur l'égalité parmi les hommes*. Penser l'alternative. Ed. L'Harmattan, 1993.

*De la société à l'histoire* (2 tomes). Ed. Méridiens-Klincksieck.

*le nouvel*  
**EDUCATEUR**

**10 numéros par an**  
**Abonnement : 269 F**  
**par simple lettre**  
**accompagnée du règlement**  
à  
**PEMF**  
**06376 Mouans Sartoux**  
**Cedex**